

éditorial

VERS UN CONGRÈS QUI SERA UN ACTE

par Edouard Depreux

LE P.S.U. tiendra son IV^e Congrès national (le V^e si l'on tient compte du Congrès d'unification de 1960), les 5, 6 et 7 juin à Gennevilliers. Tous les observateurs pourront l'y contempler, sous son véritable visage et non à travers les caricatures qu'en ont présentées des adversaires et des concurrents intéressés, lorsque son activité les a contraints à renoncer à la conspiration du silence. Ils constateront qu'il a atteint sa maturité, que s'il va à l'idéal, c'est en comprenant le réel, suivant la recette toujours valable de Jaurès, qu'il ne constitue pas une simple amicale des anciens combattants contre la guerre d'Algérie, comme l'ont insinué des censeurs qui se voulaient spirituels, mais qu'il a su s'adapter à la situation actuelle. La tenue si reconfortante de nos congrès fédéraux et les motions claires qu'ils ont votées, très souvent à l'unanimité, en font foi.

TANDIS qu'à quelques kilomètres de nous, on se demandera s'il convient de saborder immédiatement ou à terme un parti qui, jusqu'ici, s'est toujours réclamé du socialisme, au profit d'une « fédération » incluant des éléments conservateurs, nous nous efforcerons de mettre le socialisme à l'ordre du jour. Quel contraste symbolique entre les préoccupations des uns et des autres ! L'idée de « regroupement » est certes populaire, et on s'interroge dans différents milieux sur les éventuels candidats à l'élection présidentielle. Mais ni les regroupements, ni les fusions dont ils peuvent être la préface, ni l'élection du Président de la République ne constituent des buts : ils ne peuvent être que des moyens d'action. L'originalité du P.S.U., c'est qu'il a, en toutes circonstances, accordé la priorité au programme et insisté sur la nécessité d'une équipe (les Anglais diraient un Shadow Cabinet), et non d'un homme seul, pour le réaliser. Pourquoi veut-on, en effet, se regrouper ? C'est la question à laquelle il faut d'abord répondre. Si on renonce au socialisme, ou, ce qui revient au même, si on le considère comme un idéal lointain, auquel on tire de temps en temps un coup de chapeau plus ou moins rituel, il est logique de se coaliser et même de se fondre avec des « démocrates » de toutes nuances, dans un agglomérat pudiquement qualifié de « centriste », dont les frontières, avec la droite sont — c'est le moins qu'on puisse dire — singulièrement floues.

SI, au contraire, on ne croit pas qu'il soit suffisant de baptiser « socialisme moderne » le néo-capitalisme, et si l'on veut mettre sur pied un programme de transition, permettant de déblayer la route qui

conduira à la démocratie socialiste, on tente d'unir toutes les forces de gauche, et pas seulement les partis, sur un programme précis, concret, conforme aux exigences de la société française de 1965.

AVANT de rechercher qui sera candidat à la Présidence de la République, il importe de définir les idées qu'on lui demandera de soutenir, notamment en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux, les institutions, l'enseignement, la politique étrangère. Je suis persuadé que notre Congrès en aura conscience et le dira nettement. C'est ainsi, et non pas en apportant une caution de gauche à une candidature équivoque, qu'il déjouera les pièges tendus par le régime à l'opposition. Je parle bien entendu de la seule opposition qui compte : celle qui ne vote ni le budget, ni le plan de l'U.N.R., et ne se retrouve pas aux côtés des défenseurs du pouvoir personnel dans tous les moments décisifs. La grande habileté du général de Gaulle, qui a commencé sa campagne électorale à la télévision et au cours de ses voyages, c'est de présenter tous ses adversaires comme désireux, d'une part, de revenir « aux jeux et aux délices de la IV^e République », comme appartenant, d'autre part, « au parti russe » ou « au parti américain », alors qu'il incarnerait seul l'indépendance nationale (ce dont les travailleurs de chez Bull, à vrai dire, ne se sont pas aperçus). On fait doublement son jeu lorsqu'on regroupe ou qu'on veut fédérer des hommes qui, divisés sur de nombreux points, représentant des classes sociales antagonistes, ne sont unis que par la nostalgie du régime antérieur au 13 mai 1958 et sa troisième force, ainsi que par un attachement inconditionnel à l'Atlantisme. Le P.S.U., parti de renouveau, résolument tourné vers l'avenir et indépendant des deux blocs, ne peut être atteint par les flèches ainsi décochées contre les partis traditionnels. Il combat à la fois le nationalisme gaulliste et les agressions américaines au Vietnam et à Saint-Domingue, alors que des silences scandaleux, frisant la complicité, sont à porter au débit d'une certaine gauche et, hélas ! pas seulement en France.

C'EST parce que nos positions ont toujours été nettes et sont de mieux en mieux connues qu'une large fraction de l'opinion suivra avec intérêt les travaux de notre Congrès. Le P.S.U., né lui-même de regroupements, unissant des hommes d'origines et de philosophies différentes, tous socialistes authentiques et soucieux d'agir conformément à leurs déclarations, y travaillera utilement, on peut en être convaincu, à faciliter le regroupement de la gauche sur un programme.

